



“ Parler russe : un enjeu de l’alliance franco-russe ? ”
Benjamin Guichard

► To cite this version:

Benjamin Guichard. “ Parler russe : un enjeu de l’alliance franco-russe ? ”. Bulletin de l’Institut Pierre Renouvin, UMR Sirice, 1999, Chantiers, pp.119-137. halshs-02552885

HAL Id: halshs-02552885

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02552885>

Submitted on 23 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Benjamin Guichard

« Parler russe : un enjeu de l'alliance franco-russe ? », *Bulletin de l'Institut Pierre-Renouvin*, 8, automne 1999, p. 119-137

En ligne : <https://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-08-chantiers-1999/benjamin-guichard-parler-russe/#c568909> [Consulté le 22/04/2020]

En 1839, la Russie était pour Custine dissimulée par une muraille de Chine impénétrable, sa langue. Les efforts individuels et institutionnels pour enfoncer cette barrière linguistique pourraient donc correspondre à une volonté de démystification. Plus de cinquante ans séparent l'organisation de cours de langue russe dans les lycées et à l'université, au début des années 1890, et l'organisation du recrutement des enseignants, avec la promotion du premier agrégé de l'université pour la langue russe en 1948.

Ces deux dates rappellent aussitôt le contexte de l'alliance franco-russe et le poids de l'URSS au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais si l'on considérait que ces initiatives se contentaient de refléter un état de l'opinion, une stratégie de rapprochement entre les deux pays, on réduirait cette étude à une hypothétique quête d'influences de la culture russe puis soviétique en France. Non seulement la faiblesse des effectifs recensés rendrait dérisoire une telle entreprise^[1], mais elle manquerait son but en prenant à rebours l'intérêt que représente, tout au long d'un demi-siècle, la succession de tentatives avortées d'introduction du russe dans l'enseignement. Il ne s'agit pas tant de mesurer le rayonnement du monde russe dans le monde scolaire que de retracer, dans la durée, la constitution d'un corps d'intellectuels spécialistes des choses russes et de démêler les enjeux qui ont structuré la discipline en dépit d'une histoire heurtée. Le moment initial de développement d'un champ d'études centré sur la Russie, au cours des décennies 1890 et 1900, permet ainsi d'analyser le rôle joué par l'alliance franco-russe et son contexte géopolitique sur les formes d'enseignement.

L'enseignement des langues vivantes, tel qu'il se met en place à la fin du XIX^{ème} siècle, à travers les chaires de langues étrangères des universités et l'émergence d'un corps enseignant spécialisé, participe à la mise en place d'une « science de l'étranger » analysée par Michel Espagne^[2]. De même que l'Orient constitue le recours géopolitique traditionnel de la France pour conclure des alliances de revers contre les pays voisins menaçants, l'exploration des aires culturelles lointaines répond sans doute à une volonté de dépasser des modèles de développement trop proches. Les langues et les civilisations étrangères, telles qu'elles sont médiatisées par les structures d'enseignement, se doublent ainsi d'une perception géopolitique des cultures étrangères. Face à la pression du modèle germanique dans les années qui suivent la défaite de 1870, la Russie n'est pas seulement un recours militaire, elle est aussi un espace de référence vierge. L'abstraction d'un thème littéraire comme celui de l'âme slave contraste fortement avec la description scientifique et technique dont la société allemande est alors l'objet. L'étude de la civilisation russe n'est-elle peut-être qu'une diversion face aux insuffisances et aux transformations de la société française que révèle la confrontation avec le modèle allemand ?

La perception française de la culture slave est restée longtemps centrée sur la Pologne et le dénigrement de la Russie. La chaire du Collège de France de « langue et littérature slave » confiée en

1840 par Victor Cousin au chantre du nationalisme polonais Adam Mickiewicz témoignait de ces orientations^[3]. Après Sadowa en 1866 et la défaite française devant la Prusse en 1870, elle revint à Louis Léger qui avait réussi, au prix de multiples contorsions, à ouvrir un cours de russe à l'École des Langues orientales en 1874^[4]. Le parcours de Louis Léger correspond ainsi à un recentrage de la slavistique française sur la Russie motivé par un désir exacerbé de contenir l'influence du modèle allemand. En même temps, les références historiographiques et linguistiques qui lui permettent de mettre en avant le génie national russe ont été forgées par les universitaires allemands^[5]. Les expériences pédagogiques des années 1890, contemporaines de l'alliance franco-russe, sont ainsi l'aboutissement d'un développement des études russes dont le moteur réside dans une volonté ambiguë d'imitation et de dépassement du modèle allemand.

Les russophones à l'heure de l'alliance franco-russe

À la veille de l'entrevue de Cronstadt, en juillet 1892, le russe n'était que faiblement représenté dans les structures d'enseignement. La langue slave, totalement absente des universités, n'était alors étudiée que dans des institutions marginales où sa présence avait souvent plus une fonction de prestige que de véritable rayonnement académique. Au Collège de France le russe n'était appréhendé par Louis Leger qu'à travers une étude générale des langues et littératures slaves. Quelques conférences données à l'École libre des sciences politiques et à l'École supérieure de guerre complétaient le service du professeur. La seule institution qui proposait un enseignement approfondi du russe dans un objectif de formation déterminé était l'École des Langues orientales. Depuis l'élection de Louis Leger au Collège de France en 1884, la chaire était libre et ce ne fut qu'en 1893 qu'elle revint à Paul Boyer, de retour de Moscou où il était parti suivre les cours des linguistes Fortunatov et Charkhmatov. Le jeune agrégé de grammaire, s'il était déjà à 26 ans un véritable spécialiste de la langue russe, n'avait en 1892 que le titre de chargé de cours.

Ainsi, alors que l'entrevue de Cronstadt était louée avec ferveur et la Russie fêtée avec éclat en octobre 1893, le monde russe restait profondément méconnu des Français. Seules quelques personnalités faisaient alors figures de spécialistes, et la mention récurrente de leurs noms par la presse de l'époque traduisait leur rareté. Aux côtés de Louis Leger, d'Anatole Leroy-Beaulieu^[6], d'Eugène-Melchior de Vogüé^[7] et d'Alfred Rambaud, un ancien élève de Louis Leger et compagnon politique de Jules Ferry, historien reconnu de la Russie^[8], on trouvait mentionnés les noms du directeur général de la compagnie PLM, Noblemaire, de l'industriel Pasteur, qui était à la tête de plusieurs aciéries en Russie, et du colonel Moulin, attaché militaire à Saint-Pétersbourg. Ces russophones d'exception, dont la connaissance intime du monde russe procédait souvent de relations familiales ou maritales, soulignaient par leur petit nombre l'ampleur de la tâche qu'il restait à accomplir pour familiariser les Français avec l'inconnu russe et favoriser la pénétration commerciale de la France dans l'Empire des Tsars. Cette double ambition fut la motivation explicite des différentes tentatives parisiennes et provinciales d'organisation de cours de russe dans les lycées à partir de la rentrée 1892.

Le russe au lycée: dix années de controverse

À Paris, l'entreprise fut directement pilotée par le ministère de l'Instruction publique. L'origine de l'initiative est sans doute à chercher dans l'amitié qui liait le ministre de l'époque, Léon Bourgeois, avec un ancien camarade de lycée d'origine russe, le journaliste Michel Kannner^[9].

L'entreprise, annoncée par voie de presse^[10], avait sans doute pour fonction de prolonger l'enthousiasme suscité par l'entrevue de Cronstadt au moment où se mettait en place la commission d'enquête parlementaire chargée du scandale de Panama. Dès le mois de novembre, l'expérience fut déclarée satisfaisante et, dans un communiqué de presse, le ministère annonça que les lycéens s'étaient inscrits en masse pour suivre le nouvel enseignement^[11]. Au lycée Condorcet le premier cours aurait réuni plus de cent élèves. Les crédits furent débloqués avec rapidité par l'administration centrale au fur et à mesure des demandes formulées par les lycées concernés^[12]. La seule limite imposée par le ministère fut de réserver l'expérience à cinq établissements, les lycées Charlemagne, Louis-le-Grand, Janson-de-Sailly, Condorcet et Michelet. Dans le sillage de cette première tentative parisienne, plusieurs expériences similaires eurent lieu en province qui nous sont connues par l'enquête lancée par Paul Boyer lors de sa nomination comme inspecteur de russe en juin 1899^[13]. À l'instigation d'un professeur en place, des cours de russe furent ainsi organisés à Saint-Omer, Langres et Lons-le-Saunier. Ces implantations loin des grandes villes, inconnues du ministère jusqu'en 1899, révèlent bien le caractère spontané et confidentiel de ces expériences animées par quelques enseignants passionnés. D'autres expériences éphémères eurent lieu à Nice et Montpellier, tandis que certaines municipalités comme Bordeaux ou Marseille financèrent des cours libres ouverts à tous^[14].

Cette promotion de l'enseignement du russe au nom de l'amitié franco-russe n'était cependant pas dénuée d'ambiguïté: s'agissait-il véritablement de créer une discipline nouvelle, intégrée aux programmes, sanctionnée par le baccalauréat et confiée à des enseignants qualifiés ou simplement de donner des gages à l'opinion? Dans ce dernier cas, comment pouvait réagir l'institution scolaire à une entreprise aussi ouvertement démagogique? Les réponses furent contrastées, aussi bien au sein des lycées concernés que dans l'administration centrale des rectorats et du ministère.

Le choix des enseignants révélait le caractère volontariste et précipité de cette initiative qui tranchait avec l'ambition affichée des intéressés de donner un caractère tout à fait officiel et institutionnel à cet enseignement. Aux côtés de Michel Kanner^[15], on trouvait Élie Halpérine-Kaminsky^[16], d'origine russe lui aussi, traducteur prolifique de romans russes^[17] et collaborateur occasionnel de la *Revue bleue* qui passa une sorte d'entretien d'embauche devant un inspecteur d'académie. Chez ces deux Russes fraîchement naturalisés, recrutés grâce à leurs accointances journalistiques et politiques, la compétence linguistique tenait lieu de qualification pédagogique. L'expérience leur offrait ainsi d'être intégrés de fait aux cadres de l'enseignement sans se prévaloir d'aucun titre officiel. Cette aubaine permet de comprendre les efforts qu'ils déployèrent, malgré des résultats vite décevants, en faveur d'une extension de l'expérience et de la mise en place d'une épreuve de russe au baccalauréat. Chez Élie Halpérine-Kaminsky, le titre de professeur au lycée Louis-le-Grand semble avoir servi à la promotion de sa carrière littéraire plus qu'à assouvir une vocation pédagogique^[18]. L'enseignement entretint, d'autre part, la vanité de Michel Kanner qui n'hésita pas à commander des articles de complaisance à ses collègues journalistes^[19] et à mettre en avant son amitié avec Léon Bourgeois à chaque conflit avec l'administration. Si ces difficultés tiennent pour beaucoup à la personnalité des deux intéressés, l'intégration ne fut pas plus aisée avec un membre du corps enseignant comme Paul Boyer. Un inspecteur de langues vivantes fut dépêché dans sa classe, mais, ignorant tout du russe, il fut bien contraint d'admettre son incompetence^[20]. Russophones de naissance ou de formation, les premiers enseignants de russe étaient donc marginalisés par leur difficile agrégation au corps enseignant. Le proviseur du lycée Charlemagne

notait ainsi avec des sous-entendus calculés dans chaque rapport annuel: «M.Kanner n'appartient que peu à l'université et très peu à notre lycée. Ses cours peu nombreux et trop peu suivis ne peuvent donner lieu à quelque remarque particulière^[21] ». Afin de dissiper ces malentendus et d'obtenir une juste évaluation du nouvel enseignement, l'administration centrale entreprit de mettre en place une véritable inspection du russe. Elle choisit Louis Leger, seule figure de l'enseignement supérieur compétente en la matière. Or celui-ci, à l'instar d'Eugène Melchior de Vogüé et d'Anatole Leroy-Beaulieu^[22], se montrait très circonspect à l'égard de la mode russophile, tant en littérature que dans l'enseignement. Il voyait sans doute dans l'organisation d'un enseignement secondaire du russe confié à des russophones recrutés indépendamment de tout critère académique une menace pour ses propres efforts d'institutionnalisation de la langue russe. Il s'agissait également de défendre un réseau d'anciens élèves et le monopole d'un champ d'études qui assurait sa renommée. Oubliant tout devoir de réserve, il exposa longuement ses griefs dans la *Revue internationale de l'enseignement*, n'hésitant pas à ridiculiser les enseignants en place. Son constat était sans appel, il fallait «écarter de l'enseignement les simples maîtres de langue, les Russes même naturalisés, qui n'ont point satisfait aux exigences de notre éducation classique»^[23]. La réaction des intéressés fut assez virulente. Michel Kanner commanda à son ami publiciste Charles de Larivière un long réquisitoire en faveur du russe au lycée^[24] et, lors de la nouvelle tournée d'inspection de Louis Leger, il lui refusa l'entrée de sa classe^[25]. Face à cette polémique, le ministère et le rectorat adoptèrent des stratégies diamétralement opposées. Alors que l'administration centrale rédigeait un projet de certificat d'aptitude à l'enseignement du russe sur le modèle des concours existants pour les autres langues vivantes^[26], les services académiques dénonçaient le cadre contraignant de cette mesure :

«Il n'est pas prouvé que la Russie soit destinée à devenir pour les jeunes Français un débouché commode. Il ne semble pas sage de créer un certificat qui pourrait engager dans une voie sans issue les maîtres et les élèves.»^[27]

Cette divergence de vues reflétait un débat lié tant à la question des méthodes d'enseignement des langues dans le secondaire qu'à la valorisation de la référence russe dans la société de l'époque.

Le russe pour tous: question de méthode ?

Le projet de certificat d'aptitude élaboré par les services du ministère faisait une large part à l'éducation classique vantée par Louis Leger. Les épreuves consistaient en des exercices de version et de thème ainsi qu'une composition française relative à l'histoire et à la littérature russes. La conversation était totalement absente alors que les services rectoraux insistaient sur le choix de professeurs pouvant justifier de longs séjours en Russie. Les débats méthodologiques de l'époque opposaient une approche descriptive du fonctionnement des langues, sur le modèle du grec et du latin, et une approche intuitive, fondée sur la conversation et l'expression directe dans la langue étrangère appelée méthode directe. Alors que Louis Leger reprochait aux Russes naturalisés la faiblesse de leurs exposés des règles grammaticales, Paul Boyer qui lui succéda à l'inspection en 1899, valorisait la langue parlée. Cette querelle virulente sur la place relative de la langue littéraire et de la langue usuelle dans l'enseignement, récurrente de 1892 jusqu'à la suspension de ces cours en 1903, ne peut se comprendre sans rappeler le statut ambigu des langues vivantes dans l'enseignement au XIX^{ème} siècle. Elles furent longtemps valorisées comme un savoir technique,

d'ordre instrumental, au même titre que les mathématiques^[28]. À la fin du XIXe siècle, l'étude des littératures étrangères permettait d'assimiler progressivement l'étude des langues vivantes aux humanités. Or l'enjeu de l'enseignement du russe prenait à rebours cette évolution. Lié à l'alliance franco-russe, l'effort de promotion de la langue revendiquait des finalités pratiques et économiques. La connaissance de la langue était un préalable à l'expansion commerciale de la France en Russie. Michel Kanner développait ces arguments lorsqu'il défendait son projet dans la presse:

« Si l'État ne peut se substituer aux industriels et aux commerçants, s'il ne peut fonder à leur place des comptoirs et ouvrir des marchés [...] il a cependant le devoir de leur fournir l'outil indispensable à leur entreprise, et la connaissance de la langue russe est la clef qui ouvrira toutes les portes aujourd'hui fermées »^[29].

Le russe était ainsi valorisé en vue d'objectifs «pratiques». Significativement, le seul concours d'entrée qui prit en compte l'introduction du russe fut celui de l'École centrale des arts et manufactures et entraîna l'ouverture de classes au lycée Saint-Louis, actives encore après 1903. De même, en 1893, le ministre de l'Instruction publique, Raymond Poincaré, décida de créer une épreuve de russe au baccalauréat dans les seules sections modernes, qui comportaient deux langues vivantes^[30]. En 1902, lorsque les études secondaires furent organisées en quatre filières A, B, C, et D, le russe ne fut maintenu que dans la section sciences-langues^[31]. En somme, le russe était théoriquement considéré comme une langue plus utile que savante.

À l'inverse, les lycées choisis par le ministère en 1892 étaient des établissements prestigieux de la capitale où les élèves des classes de russe provenaient le plus souvent des filières classiques. Les proviseurs encourageaient cet état de fait car la langue était réputée difficile, et sa complexité grammaticale la réservait, pensaient-ils, aux élèves les plus aguerris. La contradiction était flagrante et dénoncée avec ironie par un adversaire comme Louis Leger:

« On ne peut songer à substituer [le russe] à l'anglais ou à l'allemand, du moins dans l'enseignement classique. La Russie est trop loin. Sa langue reste donc réservée à une élite d'élèves fort restreinte (...) Mais dira-t-on, il y a l'enseignement moderne qui précisément a pour objet de substituer aux langues classiques les langues vivantes? Ici encore je crois que l'on ferait fausse route; pour apprendre le russe d'une façon intelligente il est, je ne dirais pas indispensable, mais fort utile, d'avoir une idée du mécanisme des langues classiques »^[32].

Devait-on pour autant réserver le russe aux seuls «savants»? En province, les professeurs avaient expérimenté une voie plus originale. La langue slave était réservée aux meilleurs éléments de la classe d'allemand. À Langres on utilisait une méthode allemande éditée chez Ollendorf tandis que le professeur Ressler de Lons-le-Saunier menait toutes ses leçons en allemand et proposait des exercices de traduction croisée entre les deux langues^[33]. Les deux enseignants parvenaient ainsi à valoriser la discipline sans l'assimiler à l'enseignement classique. Pour autant, l'organisation des études freinait de telles initiatives. Le principal de Langres regrettait ainsi qu'un excellent élève du cours de russe, qui avait passé avec succès les épreuves du baccalauréat dans cette langue, ne put entrer à l'École des langues orientales réservée aux bacheliers des filières classiques. Dépit, le jeune russisant partit en Russie au mois de mai 1895 pour parfaire son étude en acceptant un poste de précepteur chez un prince de la cour impériale.

Ces ambiguïtés non résolues semblent avoir lourdement pesé dans l'échec de l'expérience. En 1903, rectorat et ministère tentèrent une ultime réorganisation qui se solda par une suppression pure et simple des cours. En l'absence de toute réelle réflexion pédagogique, la valorisation de référence à l'alliance franco-russe ne pouvait sauver la discipline. Cet échec révélait les ambivalences de la russophilie française qui peuvent être éclairées par d'autres expériences contemporaines.

Les difficultés de la diffusion du russe à l'université et dans la société française

Les partisans de la pénétration française en Russie se regroupèrent à la fin des années 1890 au sein d'une revue intitulée *Revue des études russes*, puis *Revue des études franco-russes* sous la direction d'un fonctionnaire du Trésor, Charles de Larivière. L'objet de cette publication était de promouvoir la Russie sous tous ses aspects, économiques et culturels, et d'encourager les commerçants français à concurrencer les exportations allemandes dans l'Empire des tsars. La promotion de l'enseignement du russe fut évidemment une activité maîtresse de la revue qui se faisait l'écho de toutes les initiatives des chambres de commerce ou des municipalités en la matière. Sans surprise, Michel Kanner et Élie Halpérine-Kaminsky, ainsi que le professeur Ressen de Lons-le-Saunier où Charles de Larivière était lui-même en poste, étaient des collaborateurs actifs de la revue. Cette publication constitue une source sans pareil pour analyser la mise en place des stéréotypes de l'image de la Russie à cette période. On peut y relever de singuliers échos entre les discours sur l'importance des ressources et du marché russes, marques d'une puissance déterminante pour le siècle à venir, et les développements érudits sur la jeunesse de la langue russe et ses facultés d'adaptation. Sous tous ses aspects, linguistiques et économiques, l'Empire des tsars incarnait le futur, et par-là même l'avenir de la France. La promotion de la langue constituait donc une étape primordiale dans la construction d'une image de la puissance russe. En était-il de même à l'Université, fondement du régime républicain et creuset des nouvelles élites?

Le russe fit son apparition au cours des années 1890 sans parvenir à structurer un véritable champ disciplinaire. La première maîtrise de conférence de russe ouverte à Lille en 1892, qui déboucha en 1897 sur une chaire de «langues, littératures et histoire de la Russie et des peuples slaves»^[34], ne suffit pas à témoigner d'un véritable projet scientifique. La lecture attentive du dossier administratif^[35] du professeur Émile Haumant révèle ainsi que cette innovation correspondait à une stratégie professionnelle. Le détachement de l'intéressé dans l'enseignement secondaire fut obtenu de façon rocambolesque, à la demande du ministère des Affaires étrangères. Il s'agissait de créer un poste factice afin de répondre aux besoins d'une mission diplomatique dans l'Empire ottoman. La langue russe fut choisie autant parce qu'elle correspondait aux compétences du candidat, un ancien élève de Louis Leger à l'École des langues orientales, que parce qu'elle était un gage de discrétion. La titularisation effective d'Émile Haumant, effectuée dans le secret, correspondait-elle à une promotion de bons offices? Les nombreuses traces d'intervention d'Alfred Rambaud et de ses réseaux politique et universitaire laisse plutôt penser qu'il s'agissait d'une véritable stratégie professionnelle de manipulation de l'administration pour accélérer la carrière de son gendre. Le premier professeur de russe à l'université fut ainsi un homme qui n'avait jamais séjourné en Russie! Le parcours de son collègue Jules Legras était tout à fait différent. Le monde russe était une véritable passion chez cet agrégé d'allemand, voyageur infatigable qui, à Bordeaux en 1894 puis à Dijon à 1897, consacrait l'essentiel de son enseignement à la littérature de l'Empire des tsars et à la promotion de sa langue. Une maîtrise de conférence de russe ne fut ouverte à la Sorbonne, pour Émile Haumant, qu'en 1902. La présence du russe restait cependant symbolique. Les travaux de doctorat relatifs au monde russe qui se multipliaient à cette période^[36] étaient étrangers à ces

chaires dont le seul rayonnement académique consistait en l'attribution de diplômes d'université sans valeur nationale.

Ces deux mouvements de promotion de la langue russe partageaient la même réticence envers une influence allemande en Russie accusée de gêner le rapprochement franco-russe. Dans la *Revue des études franco-russes*, la référence au système de succursales et de commis voyageurs d'outre-Vosges ne cessait de provoquer la colère et l'admiration. Au fil des années, le ton de la revue, s'il se fit de plus en plus virulent vis-à-vis de l'Allemagne, semblait trahir une forme de désillusion. Progressivement, il s'agissait moins de favoriser l'envoi de jeunes Français en Russie que d'entretenir la connaissance de l'Empire des tsars et de favoriser l'accueil en France des étudiants russes. De même, les cours de version d'Émile Haumant et de Jules Legras étaient destinés à des jeunes Russes qui apprenaient le français et cherchaient à obtenir un titre universitaire^[37]. À l'université comme dans les chambres de commerce ou les cours municipaux, la faible diffusion de la langue russe était ainsi vécue par ses promoteurs comme un échec de l'alliance franco-russe, une défaite de la France dans la guerre commerciale avec l'Allemagne. La situation était très différente à l'École des langues orientales.

Le succès du russe à l'École des langues orientales : l'invention des russisants

Dès son arrivée rue de Lille, Paul Boyer modifia profondément les méthodes d'organisation du russe. Il structura de manière progressive les trois années d'enseignement en cherchant à briser le paradoxe apparent entre la complexité grammaticale de la langue et la nécessité d'un enseignement empirique de la langue, «par la pratique seule»^[38]. Après un aperçu général du système de la langue russe, dont l'analyse était nourrie des travaux de la slavistique allemande et de la grammaire comparée telle que l'avait développée Michel Bréal, les élèves étaient directement confrontés aux textes et invités à synthétiser leur connaissance grammaticale au fur et à mesure de l'acquisition des formes idiomatiques^[39]. L'étude d'une langue était pour Paul Boyer le mode de connaissance privilégié d'une civilisation étrangère. La linguistique était posée au fondement d'une approche pluridisciplinaire de la Russie, mêlant ethnologie, histoire des religions, sociologie et géographie.

Cette vision novatrice le conduisit à bouleverser totalement les méthodes d'enseignement à l'École des langues orientales dont il prit la tête en 1908. Elle lui permit d'autre part de structurer un véritable réseau de spécialistes du monde russe. Les premières thèses majeures consacrées au monde russe au sein de l'université, à partir de la décennie 1910, furent ainsi l'œuvre d'élèves de Paul Boyer comme André Mazon, Jules Patouillet ou Raoul Labry. On peut illustrer ce rayonnement de l'enseignement de Paul Boyer par un réseau original de russisants, celui des lazaristes du père Portal^[40]. Ces militants actifs de l'union des Églises se tournèrent vers la Russie lorsque les autorités pontificales s'opposèrent à leurs projets de rapprochement avec l'Église anglicane. L'étude du monde orthodoxe fut défendue avec vigueur par le père Portal. Paul Boyer, pourtant anticlérical convaincu, accueillit avec enthousiasme ces russisants inattendus et alla même jusqu'à mettre en place un système de cours par correspondance lorsque les autorités ecclésiastiques cherchèrent à nouveau à bloquer leurs projets. Les portaliens furent pendant la guerre des relais essentiels de la propagande française germanophobe en Russie.

Cette russophilie lazariste permet notamment d'expliquer le parcours de Pierre Pascal. Adolescent, il avait découvert le russe dans les cours facultatifs des lycées puis approfondi sa connaissance de la langue à l'École des langues orientales, à l'instigation du père Portal qui était très proche des

normaliens catholiques. Le cours de Paul Boyer fut ainsi un lieu de synthèse des courants russophiles.

Conclusion : russophilie et germanophobie

La promotion de la langue russe pour un usage pratique et commercial, telle qu'elle était pratiquée dans les lycées et les colonnes de la *Revue des études franco-russes*, entretenait les ambiguïtés de l'alliance. Elle affaiblissait le stéréotype d'une francophilie séculaire des Russes et mettait au contraire l'accent sur les ferments des réactions nationales dans l'Empire des tsars. Elle conduisait d'autre part à opposer à la rigidité de l'éducation classique française les facultés d'adaptation des gymnases allemands. Car ce mode d'apprentissage des langues tournait résolument le dos à la valorisation rhétorique et littéraire susceptible d'inscrire les études russes dans les humanités françaises. Le conflit entre méthode directe et analytique soulignait l'inadaptation du russe dans le système d'enseignement de la fin du XIXe siècle. Il faut ainsi souligner le peu de complémentarité entre l'engouement pour le *Roman russe* et le développement des études russes. Parmi les hommes de la première génération d'élèves, seul André Mazon vouait une admiration sans borne à Eugène Melchior de Vogüé^[41]. La connaissance de la littérature russe chez les russisants se cristallisait plutôt autour de la figure de Tolstoï^[42]. Les vrais maîtres alors reconnus étaient Anatole Leroy-Beaulieu et Jules Legras dont le récit *Au pays russe* faisait rêver le jeune Pierre Pascal. La conformité des œuvres étudiées par Paul Boyer avec le goût de son temps souligne que le champ littéraire n'était pas l'horizon des premiers russisants^[43].

L'appréhension directe du monde russe constituait en effet l'ambition la plus profonde de ces hommes. Or, en même temps, la dépendance intellectuelle des premiers pédagogues envers la science philologique allemande et le refus des complications de la grammaire entretenu par les zéloteurs de la méthode directe rendaient compte de la fonction réelle de la référence russe. Dans un contexte de crise de l'identité nationale, de complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne, le monde russe avait valeur de contretypé. Le choix d'enseigner le russe répondait ainsi à une volonté de substitution de la référence allemande, tandis que les conditions d'enseignement et d'élaboration pédagogique exigeaient un travers d'assimilation et de médiation par l'Allemagne.

L'enjeu de l'étude du monde russe n'était donc pas sa découverte mais le contournement de l'Allemagne. L'omniprésence des germanistes en témoignait. En somme, bien que le contexte de l'alliance ait donné naissance à la discipline, l'étude de la Russie dans les perspectives de l'alliance ne constituait pas l'enjeu de la discipline. Le dynamisme de la discipline était subordonné au climat politique franco-russe de façon purement conjoncturelle.

Les premiers russisants développaient ainsi un savoir dont l'enjeu était finalement, aux yeux de l'opinion fort peu russe. La connaissance du monde russe était vue à travers le prisme de la concurrence franco-allemande. L'anecdote rapportée par Pierre Pascal, qui avait découvert le russe grâce à des cours organisés au lycée Janson-de-Sailly, avait donc valeur de symbole :

«Quand je pus lire avec un dictionnaire un journal russe, il m'arriva de tomber sur une feuille révolutionnaire, où je trouvai cet avis aux bourgeois français: une fois au pouvoir, nous ne reconnâtrons pas les dettes du tsarisme. Je prévins mes parents, mais ils ne me crurent pas»^[44].

- [1] L'indicateur quantitatif conduit en effet à négliger le rôle de l'enseignement secondaire et supérieur dans l'enquête sur les fluctuations de l'image de la Russie en France. Cf. COEURÉ (Sophie), *La grande lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique (1917-1939)*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 82.
- [2] ESPAGNE (Michel), *Le paradigme de l'étranger. Les chaires de littératures étrangères au XIX^{ème} siècle*, Paris, Cerf, 1996.
- [3] Pour une étude approfondie de l'image de la Russie à cette période: CADOT (Michel), *La Russie dans la vie intellectuelle française (1839-1856)*, Paris, Fayard, 1967; CORBET (Charles), *À l'ère des nationalismes. L'opinion française face à l'inconnue russe (1799-1894)*, Paris, Didier, 1967.
- [4] PASCAL (Pierre), *Le russe à l'École des Langues orientales vivantes. Cent cinquantième de l'École des Langues Orientales*, Paris, Imprimerie nationale, 1948.
- [5] Sa thèse latine est ainsi consacrée à la Chronique de Nestor, texte slavon médiéval. Il omet intentionnellement d'en mentionner la première édition scientifique occidentale, qui fut l'œuvre d'August von Schlözer, sur laquelle il s'appuie pourtant. Cf. BERNARD (Antonia), «August Ludwig von Schlözer, un médiateur pour l'historiographie de la Russie», in DMITRIEVA (Katia) éd., *Philologiques. IV, transferts triangulaires France-Allemagne-Russie*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1996, p. 135-158.
- [6] *L'Empire des tsars et les Russes* date de 1881.
- [7] *Le roman russe* fut publié en 1886
- [8] Son *Histoire de la Russie* date de 1878.
- [9] Archives Nationales (ci-après AN), cote AJ16/1164: dossier personnel de Michel Kanner.
- [10] Par exemple, *La Lanterne* du 23 août 1892.
- [11] *Le Figaro* et *Le Temps* du 28 novembre 1892.
- [12] L'ensemble des documents administratifs concernant l'organisation matérielle de l'enseignement du russe jusqu'au début des années 1950 sont rassemblés au sein des archives du bureau des affaires pédagogiques de la direction de l'enseignement secondaire du ministère (AN, F17/17801) et du rectorat de Paris (AN, AJ16/8681).
- [13] AN, F17/17801.
- [14] La meilleure source, bien que partielle, est constituée par la *Revue des études franco-russes* active de 1899 à 1911.
- [15] L'absence de tout compte rendu d'audition préalable par un inspecteur d'Académie, à la différence des autres enseignants, laisse penser que la protection ministérielle lui suffit pour être choisi (dossier personnel de Michel Kanner, AN, AJ16/1164)
- [16] AN, AJ16/1130: dossier personnel d'Élie Halpérine-Kaminsky.
- [17] Sur la piètre qualité et le nombre considérable de ces traductions, voir MALLET (Anne-Marie), *Les traductions françaises des romans russes à la fin du XIX^{ème} siècle et leur public*, Paris, thèse de doctorat, 1974.

- [18] À partir de 1894, il multiplie les congés pour convenances personnelles
- [19] BALZ (André), «Nos lycéens à Moscou», *Le Rappel*, 14 août 1898; LEROY (Edmond), «La langue russe dans nos écoles», *Le Journal*, 28 août 1898.
- [20] AN, AJ16/986: Dossier personnel de Paul Boyer.
- [21] AN, AJ16/1164: La formule est répétée de 1899 à 1903.
- [22] Il firent longuement part de leurs critiques dans HALPÉRINE-KAMINSKY (Élie), «L'enseignement de la langue russe en France», *Revue politique et littéraire. Revue bleue*, t. 50, n°13, septembre 1892, p. 295-305.]
- [23] LEGER (Louis), *Russes et Slaves. Études politiques et littéraires*, 3e série, Paris, Hachette, 1899, p. 133. Il s'agit d'un article initialement publié sous le titre «L'enseignement du russe» dans la *Revue internationale de l'enseignement*, t.35, février 1898, p. 97-105.]]
- [24] LARIVIÈRE (Charles, de), «De l'enseignement du russe en France et du rôle commercial de la France en Russie», *Revue politique et parlementaire*, n°47, mai 1898, p. 263-289.
- [25] AN, AJ16/1164, lettre de blâme du vice-recteur du 4 juin 1898
- [26] Voir AN, F17/17801 pour les épreuves du projet
- [27] AN, AJ16/8681: rapport du vice-recteur du 8 novembre 1898.
- [28] La meilleure étude sur le sujet est ESPAGNE (Michel), *Philologiques. II, le maître de langue: les premiers enseignants d'allemand en France (1830-1850)*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1991.
- [29] BALZ (André), «Nos lycéens à Moscou», *Le Rappel*, 14 août 1898.
- [30] Arrêté du 29 juillet 1893, *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, n°1070, août 1893, p. 182.
- [31] Décret du 31 mai 1902, *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, n°1522, juin 1902, p. 707.
- [32] LEGER (Louis), *Russes et Slaves. Études politiques et littéraires*, 3e série, Paris, Hachette, 1899, p. 128.
- [33] AN, F17/17801: rapports du principal de Langres et du recteur d'Académie de Besançon des 26 et 30 juin 1899.
- [34] Décret du 25 juillet 1897. *Bulletin administratif du ministère de l'Instruction publique*, n°1274, juillet 1897, p. 328.
- [35] AN, F17/24075
- [36] Cf. SEYDOUX (Marianne), *Répertoire des thèses concernant les études slaves et les pays de l'Est européen soutenues en France de 1824 à 1969*, Paris, Institut d'études slaves, 1970.
- [37] Face au peu de succès des diplômes d'université de russe, les facultés créèrent des diplômes d'études françaises destinés aux étudiants slaves et confiés aux professeurs de langues étrangères.
- [38] BOYER (Paul), SPÉRANSKI (Nicolas), *Manuel pour l'étude de la langue russe*, Paris, Armand Colin, 1967 (1ère édition: 1905), p. 5

[39] Ce programme est détaillé dans BOYER (Paul), «*Simple conseils aux élèves du cours de russe de l'École des langues orientales*», *Revue internationale de l'enseignement*, n°36, mai 1898, p. 417-426.

[40] Cf. LADOUS (Régis), *Monsieur Portal et les siens (1855-1926)*, Paris, Cerf, 1985.

[41] Il rédigea son éloge funèbre dans la *Revue des études franco russes* en 1910.

[42] Cf. LINDSTROM (Thäis), *Tolstoï en France (1886-1910)*, Paris, Institut d'études slaves, 1952.

[43] On s'en rend compte en confrontant notamment les œuvres mises au programme (AN, AJ62/14) avec la chronologie des traductions établie par Anne-Marie Mallet dans sa thèse citée note 18.

[44] Cité dans NIVAT (Georges), *Russie-Europe, la fin du schisme*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1993, p. 265